



La Défense, le 7 décembre 2020

Cher(e)s collègues,

Vendredi dernier, le Président de la République s'est exprimé sur le média Brut, plus de deux heures durant. De nombreux sujets ont été évoqués. Certains propos suscitent depuis un émoi dans nos rangs et parmi les policiers que vous dirigez dans vos services, et des questionnements légitimes, notamment sur des sujets aussi sensibles que sont "les contrôles au faciès, les discriminations, ou les violences policières".

Samedi, de nouvelles manifestations se sont déroulées partout en France, avec encore une fois la présence du Black Bloc et/ou de nombreux casseurs, et parmi eux des individus déterminés à "se faire du flic". Les images sont édifiantes, n'en déplaise à certains médias et experts improvisés qui ont tenté de dédramatiser certains faits. Quand on jette une bombe artisanale sur un policier, ce n'est pas la blessure qui permet de qualifier l'infraction. C'est le droit, rien que le droit. Lancer une bombe incendiaire sur un policier, c'est une tentative de meurtre, avec deux circonstances aggravantes potentielles : la bande organisée, et la qualité de la victime qui est dépositaire de l'autorité publique.

Le SCPN a publié la [Tribune du Commissaire](#) dont vous avez tous été destinataires vendredi, rappelant avec clarté et fermeté que la Police Nationale n'est pas une bande rivale, ni une faction, ni dans un camp. "Elle est républicaine. Point". Nos nombreuses positions médiatiques, sur les réseaux sociaux, se veulent techniques, pragmatiques, dans le sens permanent de la défense de l'institution, en ne faisant en aucun cas de la politique, encore moins politicienne, et en mettant toujours en avant nos arguments des professionnels de la sécurité que nous sommes.

Nous n'acceptons pas que la police soit considérée par certains comme violente de façon systémique, ni même raciste, ni même tout autre chose que ce qu'elle est : une institution fortement éprouvée par l'accumulation des crises, gravement paupérisée par des années d'abandon des politiques publiques, alors même qu'elle doit être soutenue, protégée, confortée dans son rôle indispensable de rempart de l'ordre républicain.

Notre position est claire et constante, et plus encore en ces temps de crise et d'instabilité, alors même que nous ne devons en aucun cas être les otages des querelles politiques et des attaques dogmatiques de ceux qui veulent casser la République.

Nous avons demandé dès ce week-end une **réunion des organisations syndicales représentatives des actifs avec le ministre de l'Intérieur**, afin de **clarifier les orientations présidentielles** et de trouver des **solutions urgentes aux violences qui se répandent sur nos policiers**, avant qu'un drame ne se produise. Nous souhaitons cette réunion rapidement, car nous savons, avec les remontées du terrain qui sont nombreuses, que votre quotidien et l'état d'esprit de nos policiers, commissaires de police inclus, nécessitent des axes clairs.

Nous avons également fait part de notre souhait de nous réunir en intersyndicale, pour porter la parole de nos policiers au-delà de toutes les appartenances de corps et des oppositions corporatistes stériles. Lorsqu'il y a crise, il faut agir unis, dans l'intérêt général d'une institution qui fait l'objet d'une entreprise de déstabilisation concertée.

Nous souhaitons également recueillir vos avis, remarques et propositions le plus rapidement possible.

Vous pouvez compter sur notre engagement total. Nous sommes fiers de notre police, vous pouvez être fiers de ce que vous accomplissez dans des conditions de plus en plus éprouvantes. Nous nous faisons un devoir de vous représenter dignement, librement, sans concessions.

Bien sincèrement.

Le secrétariat Général du SCPN

Secrétaire général  
David LE BARS  
01 49 67 02 40/41  
07 63 56 36 21  
[david.le-bars@le-scpn.fr](mailto:david.le-bars@le-scpn.fr)

Secrétaire général adjoint  
Pierrick AGOSTINI  
01 49 67 02 43  
06 69 91 83 33  
[pierrick.agostini@le-scpn.fr](mailto:pierrick.agostini@le-scpn.fr)